



La lettre mensuelle

Décembre 2006

du comité **ATTAC-54**

A **ATTAC54** aussi, nous ferons campagne en 2007

pour orienter le débat vers

une meilleure répartition des richesses.

Voici une partie de notre programme d'éducation populaire :

Lundi 8 janvier

20h30 buvette de la salle des fêtes de Tomblaine

Emploi, précarité, droit du travail

Y aura-t-il des candidats pour affirmer que la lutte contre le chômage ne passe pas par une augmentation de la précarité, ni par une croissance aveugle, non maîtrisée, qui ne bénéficie pas au plus grand nombre et détruit notre environnement, mais par une autre répartition des richesses, à travers, notamment, la réduction du temps de travail, la hausse des salaires et le renforcement des droits des salariés ?

Nous préparerons une action pour le Forum Social Local des 1er et 2 février à Tomblaine.

Lundi 5 février

20h30 buvette de la salle des fêtes de Tomblaine

Revenir sur les réformes de la Sécurité Sociale...

Y aura-t-il des candidats pour inscrire dans leur programme l'abrogation des « réformes » des retraites et de l'Assurance maladie, ainsi qu'un plan de financement ambitieux de la Sécurité sociale, sur la base du principe de solidarité qui a présidé à sa création à la Libération ?

Nous préparerons des interventions pour rencontrer les populations locales.

Lundi 5 mars

20h30 buvette de la salle des fêtes de Tomblaine

D e nouveaux Services Publics...

Y aura-t-il des candidats pour s'engager à revenir sur les privatisations et sur les politiques de marchandisation des services publics -y compris par la remise en cause de traités internationaux-, et à œuvrer aux plans national et européen à la refondation d'un ensemble de services publics dans tous les secteurs qui répondent à des besoins essentiels ou concernent les « biens communs de l'humanité » ?

Lundi 2 avril

20h30 buvette de la salle des fêtes de Tomblaine

Vivent les impôts !

L'impôt, c'est la santé, l'éducation, la culture... L'impôt, c'est la solidarité, l'affectation collective des richesses créées, la démocratie. Encore faut-il qu'il soit juste, qu'il n'accable pas les plus pauvres, mais contribue à une meilleure distribution des richesses. Quels candidats auront le courage de rompre avec la rhétorique absurde des « prélèvements obligatoires » et le discours démagogique sur les baisses d'impôt, d'ailleurs réservées, dans les faits, aux plus riches ?

**Et aussi les nombreux films sociaux et politiques au Caméo,
des conférences et de nouvelles émissions de radio...**

Les jeudis-ciné d'ATTAC

Projection + débat
au Caméo St Sébastien

Jeudi 25 janvier
à 20h30

MA MONDIALISATION

DE Gilles PERRET

Fonds de pension, délocalisation, mondialisation font désormais partie de notre langage quotidien, mais demeurent des notions abstraites, souvent angoissantes. À travers le regard plutôt « atypique » d'un chef d'entreprise de la vallée de l'Arve, haut lieu de la mécanique de précision en Haute-Savoie, Ma mondialisation raconte cette phase récente du capitalisme dominé par des mécanismes financiers « globaux » et implacables.

Autres rendez-vous

Forum Social Local des 1 et 2 février

Réunions de préparation
«Maison Action Jeunesse»
à Villers à 20h30

**lundi 8 janvier et
mercredi 24 janvier**

Réunion du comité local
de **Neuves Maisons** :
La dette du Tiers Monde

mardi 9 janvier à 20h30
Salle des associations
mairie de Chavigny

Des projets pour 2007

De nouvelles élections ont eu lieu pour désigner le Conseil d'administration d'ATTAC-France, suite à la fraude qui avait entaché le scrutin de juin. Leur résultat, cette fois, n'est pas contesté ; chacun l'appréciera selon son point de vue. Mais, ce qui importe aujourd'hui, c'est que, dans toute l'association, se poursuive –ou reprenne, là où il a été interrompu ou ralenti– le travail d'éducation populaire qui est sa raison d'être.

Certes, tout n'est pas réglé. La crise que nous avons traversée, la division, la logique des « courants » dans laquelle ATTAC a été entraînée, ont eu des effets dévastateurs sur son image, le nombre de ses adhérents et ses finances. Et nous n'avons sans doute pas fini d'en subir le contrecoup.

Pourtant, nous pouvons aujourd'hui, tourner la page et prendre un nouveau départ. Sans doute cela prendra-t-il encore du temps, mais ATTAC peut maintenant se reconstruire en sortant de cette logique de « courants » qui aurait pu et pourrait encore la détruire. Sans occulter ce qui nous différencie les uns des autres, revenons à ce que nous avons tous en commun et qui reste l'essentiel : la volonté de démystifier l'idéologie libérale, de proposer des alternatives aux politiques qu'elle inspire et de contribuer à construire des rapports de force pour imposer ces alternatives.

En ce qui concerne ATTAC-54, quels que soient les analyses, les préférences ou les engagements de chacun, nous avons toujours évité de nous impliquer collectivement dans le conflit. Ce choix, parfois difficile à tenir, nous a permis de préserver l'essentiel de notre cohésion et de notre capacité d'action, même si celles-ci ont été un peu entamées par les retombées de la crise. Il nous permet aujourd'hui de rebondir plus facilement et de nous consacrer désormais entièrement à notre mission d'« éducation populaire tournée vers l'action », à un moment où la nécessité s'en fera particulièrement sentir.

En effet, les périodes où notre activité a été particulièrement intense, et reconnue par tous, ont été des périodes de grandes luttes sociales et politiques, comme le conflit des retraites de 2003 ou la campagne pour le « non » au référendum de 2005, au cours desquelles nous avons contribué à alimenter le débat public. Une nouvelle occasion se présente aujourd'hui, puisque le premier semestre de l'année 2007 sera marqué par des échéances électorales majeures. Bien sûr, il ne s'agira pas pour nous, de soutenir tel ou tel candidat, mais de porter dans le débat politique des questions, des analyses et des propositions.

Nous avons ainsi défini quatre thèmes que nous considérons comme fondamentaux –mais non exhaustifs-, et que nous voulons voir aborder dans les prochaines campagnes électorales. Ils feront l'objet de nos quatre prochaines réunions-débats, de janvier à avril (voir en première page), qui seront consacrées à l'analyse de ces questions et aux moyens de les porter au débat auprès des électeurs et des candidats.

L'emploi, la précarité, le droit du travail
La protection sociale
Les services publics
L'impôt

De nombreux autres thèmes feront l'objet de débats au cours de ces campagnes électorales et nous ne les négligeons pas. Si nous avons retenu particulièrement ceux-là, c'est parce qu'ils renvoient tous à des questions fondamentales : celle de la répartition des richesses et celle du choix entre primauté du marché et démocratie.

D'ailleurs, puisque ces questions ne se posent pas seulement à l'échelle nationale ou européenne, mais de façon plus aiguë encore à l'échelle mondiale, nous contribuerons aussi, dans le cadre d'un collectif d'associations, intitulé « Urgence planétaire », à porter au débat les questions qui se posent à l'échelle mondiale : environnement, migrations, dette du Tiers-Monde, paradis fiscaux, etc.

Chacun pourra le constater, les projets ne manquent pas pour l'année qui vient. Souhaitons qu'elle soit pour ATTAC meilleure que la précédente, l'année d'un nouveau départ dans la mission qu'elle s'est fixée.

La dette du Tiers Monde : réalités et enjeux

Conférence de Joséphine Esalzger

Aujourd'hui, la situation des populations des pays du Sud est à la limite du supportable. Quelques chiffres le rappellent :

- 1 être humain sur 2 vit aujourd'hui avec moins de deux dollars par jour,
- 1 sur 3 n'a pas accès à l'électricité,
- 1 sur 5 n'a pas accès à l'eau potable,
- 1 sur 6 est analphabète.

Ses origines

La dette des pays du Sud constitue aujourd'hui un des freins essentiels à leur développement et elle contribue à les maintenir dans la misère. D'après la Banque Mondiale (BM), environ 170 milliards de dollars étaient nécessaires à la satisfaction des besoins des populations du Sud en 2002 alors que la dette représentait un prélèvement de 400 milliards de dollars au bénéfice des pays du Nord.

La dette, qui a plusieurs composantes : publique et multilatérale, publique et bilatérale, privée, s'est constituée jusqu'en 1990. Le premier acte de cette triste histoire a lieu dans la période 1950-1970. Après la seconde guerre mondiale, les Etats-Unis mettent en place le plan Marshall ; les banques occidentales regorgent alors d'eurodollars qui sont prêtés aux pays du Sud à des conditions avantageuses. A partir de 1973, l'augmentation du prix du pétrole apporte des revenus confortables aux pays producteurs qui, à leur tour, font des placements dans les banques occidentales. Les banques proposent des pétrodollars aux pays du Sud à des taux faibles ; ceci constitue **la partie privée de la dette ex-**

térieure des pays en voie de développement (PED). A partir de 1973-75, les pays du Nord sont touchés par la récession économique. Pour inciter les pays du Sud à acheter les marchandises du Nord, des prêts d'Etat à Etat sont consentis sous la forme de crédits d'exportation ; ceci constitue **la partie bilatérale de la dette extérieure publique des PED**. Enfin, Le troisième acteur de l'endettement des pays du Sud est la **Banque Mondiale** : elle incite les pays du Sud à emprunter pour moderniser leur appareil d'exploitation et les connecter plus étroitement au marché mondial ; ceci constitue **la partie multilatérale de la dette**.

La constitution de la dette des pays du Sud est favorisée par la politique de développement de la Banque Mondiale dans la période 1968-1980. Pour cet organisme financier international fondé après la seconde guerre mondiale en même temps que l'ONU, l'endettement du Tiers Monde par l'emprunt est nécessaire à la modernisation de l'industrie et de l'agriculture d'exportation, qui doit elle-même entraîner la hausse des revenus d'exportation, le remboursement de la dette et une participation à la croissance mondiale. Ce scénario s'est avéré faux.

Durant la période 1968-1980, la dette a été multipliée par 11. Plusieurs facteurs ont contribué à cette augmentation. Dans un contexte géopolitique marqué par la guerre froide et l'accession à l'indépendance des pays du Sud, La Banque Mondiale a octroyé des prêts de façon conditionnelle et politiquement orien-

tée selon deux axes

- soutien des alliés (ex : Mobutu, Suharto, Pinochet, Videla, etc.)
- asservissement des récalcitrants (ex: Nasser en Egypte) ;

Dans de nombreux cas, les sommes prêtées étaient donc détournées par la corruption ou utilisées pour l'achat d'armes et d'outils de répression ou encore pour des projets pharaoniques qui n'ont pas réellement bénéficié aux populations mais aux compagnies occidentales et aux pouvoirs dictatoriaux en place. Par exemple la construction d'un oléoduc entre le Tchad et le Cameroun a coûté 3,7 milliards de dollars mais les populations ont été spoliées de leur terres. Ainsi un manguier détruit a été remboursé 4,5 dollars US alors que le revenu annuel de la production d'un arbre est d'environ 150 dollars. On peut aussi comparer la fortune de Duvalier (900 millions de \$) et la dette d'Haïti (750 millions de \$) en 1986.

La crise de la dette éclate au début des années 1970

avec la multiplication par 4 du prix du pétrole, puis s'amplifie en 1979 par l'augmentation des taux d'intérêt des prêts bancaires qui passent de 4-5 % à 16-18 % sur décision de la Banque Fédérale des USA qui voulait attirer des capitaux aux Etats-Unis. Les pays du Sud doivent donc du jour au lendemain rembourser trois fois plus en dollars annuellement. De plus, ils sont confrontés à une baisse des cours des productions agricoles.

Le véritable scénario engendré par la politique de la Banque Mondiale a été celui d'une hausse

La dette du Tiers Monde : réalités et enjeux

suite

des productions de matières premières produites par le Tiers Monde et, par conséquent, d'une chute de leurs cours en l'absence de politique de garantie des prix.

En même temps, la politique énergétique des pays du Nord et principalement des USA a conduit ceux-ci à augmenter leurs taux d'intérêt pour attirer les capitaux afin de financer leurs achats énergétiques. Ces deux composantes ont abouti à une explosion de la dette des pays du Sud. Le Mexique est le premier à annoncer qu'il ne peut plus rembourser, puis l'Argentine, le Brésil, puis tous les pays du Sud sont touchés. La Banque Mondiale n'a rien vu venir: « il sera plus difficile pour les PED de gérer leur dette, mais les tendances n'annoncent pas de problème généralisé » (BM, 1981).

Les plans d'ajustement structurel

Le troisième acte est celui des plans d'ajustement structurels préparés et imposés aux pays endettés par le Fond Monétaire International (FMI) et les unions de créanciers privés des pays du Nord. Ces plans ont en commun des mesures de choc :

- abandon des subventions aux produits et services de première nécessité,
- gel des salaires et licenciements dans la fonction publique,
- privatisations massives des entreprises publiques,
- dévaluation de la monnaie locale,
- taux d'intérêt élevés,
- coupes sombres dans les budgets sociaux (éducation, santé, logement,

infrastructures) qui, suivant le pays, finissent par représenter 2 à 10 fois moins que le service de la dette,

- développement des exportations jusqu'à ce qu'un seul produit représente de 50% à 80% des revenus d'exportations, rendant ainsi les pays du Sud encore plus dépendants,
- ouverture totale des marchés par la suppression des barrières douanières,
- libéralisation de l'économie, notamment abandon du contrôle des mouvements de capitaux et suppression du contrôle des changes,
- fiscalité aggravant encore les inégalités avec le principe d'une taxe sur la valeur ajoutée (TVA) et la préservation des revenus du capital.

Ces plans d'ajustement sont bien illustrés par une phrase de M. Stiglitz, ex-responsable de La Banque Mondiale : « *La guerre technologique moderne est conçue pour supprimer tout contact physique : les bombes sont jetées de 15.000 mètres d'altitude pour que le pilote ne "ressente" pas ce qu'il fait. La gestion moderne de l'économie, c'est pareil. Du haut d'un hôtel de luxe, on impose sans merci des politiques que l'on penserait à deux fois si l'on connaissait les êtres humains dont on va ravager la vie.* »

Les plans d'ajustement structurel constituent une prise en main de l'économie des pays du Sud par leurs créanciers du Nord et alourdissent encore la dépendance et la dette des pays du Sud vis-à-vis de leurs créanciers du Nord.

Kamran Kousari, coordonnateur spécial pour l'Afrique, a pu ainsi affirmer « *Aujourd'hui encore, l'aide répond aux préférences des donateurs et non*

aux besoins des pays bénéficiaires. Et 25 années d'ajustement structurel n'ont permis ni de réduire la pauvreté

ni de mettre l'Afrique sur la voie du développement. ».

En 1980, la dette des pays du Sud représentait 540 milliards de \$US. En 2004, elle représente 2800 milliards de \$US alors que ces pays ont remboursé 5400 milliards de \$US entre 1980 et 2004. C'est-à-dire que les pays en voie de développement (si l'on peut dire) ont remboursé l'équivalent de 10 fois leur dette de 1980, mais que leur dette a été multipliée par 5 !

Il est donc urgent que cette dette, dans toutes ses composantes, soit annulée.

Seule la Norvège a pour le moment pris une décision historique d'annuler la dette issue d'engagements bilatéraux. Les USA (avec leurs alliés) ont annulé la dette de l'Irak afin que celui-ci puisse acheter à nouveau les matériels US et britannique.

L'un des axes du combat contre la dette est de faire en sorte que le pouvoir soit retiré à certains organismes de créanciers, comme le club de Paris, au bénéfice des organismes financiers internationaux (Banque Mondiale, FMI) dont la politique doit être revue de fond en comble.